

Interview de Jacques Santer: la préparation du cinquième élargissement (Sanem, 6 avril 2006)

Source: Interview de Jacques Santer / JACQUES SANTER, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Sanem: CVCE [Prod.], 06.04.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:13:10, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jacques_santer_la_preparation_du_cinquieme_elargissement_sanem_6_avril_2006-fr-b68185b4-6046-44d2-a513-d4e9d7c29864.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Jacques Santer: la préparation du cinquième élargissement (Sanem, 6 avril 2006)

[Étienne Deschamps] En mars 1998, commencent à Bruxelles les négociations pour l'adhésion à terme à l'Union européenne des nouveaux pays candidats. Quels souvenirs, en tant que président de la Commission, conservez-vous de ces négociations, et de leurs débuts tout particulièrement?

[Jacques Santer] D'abord, je dois dire, je suis encore très heureux que ma Commission ait élaboré, en 1997, le – je dirais – le concept stratégique de l'élargissement. Ce n'était pas facile à ce moment-là de l'élaborer, mais nous avons réussi. C'était une longue période – je dirais – de préparation, nous avons consulté pas mal d'instituts étrangers, américains et autres, scientifiques, etc. Mais on a réussi à développer une stratégie pour l'élargissement. Mais il faut dire que nous étions peut-être un peu plus pragmatiques et plus prudents que la Commission qui m'a suivi. Au départ, nous voulions commencer seulement à négocier sur la base des critères avec trois pays. C'est-à-dire les plus performants des nouveaux candidats, et en plus Chypre et Malte... et une fois intégré ces pays-là, avec cinq autres pays, etc. Donc, on avait fait un processus de négociation. On n'avait pas donné de statut à la Turquie. C'est pour cela qu'on avait créé alors une conférence européenne, où ceux avec lesquels on n'avait pas engagé les négociations étaient intégrés dans cette conférence européenne et avec lesquels on discutait quand même tous les problèmes, pas seulement économiques et financiers, mais également les problèmes de dialogue politique, pour les maintenir dans un processus inclusif, comme on disait à l'époque. Ce concept – qui était partagé, non pas par le Parlement européen, mais par le Conseil européen, d'ailleurs, ici à Luxembourg, au sommet de 1997 – a été changé fondamentalement par le Conseil européen deux ans plus tard à Helsinki en 1999. On a décidé de faire le big-bang, négocier avec tous les États membres, sur la base évidemment toujours des critères qui étaient les mêmes, et en donnant le statut de la candidature à la Turquie, avec tout ce que cela a comporté. Lorsque je vois ça maintenant, ex post – pas seulement parce que c'était ma Commission qui a élaboré le concept stratégique de départ, mais à la suite des discussions qui ont eu lieu, dans certains pays comme en France, même chez nous, comme aux Pays-Bas à la suite du référendum ou de la ratification du projet du traité constitutionnel – je suis à me demander si ma Commission n'avait peut-être pas eu raison de ne pas être aussi – je dirais – aussi expéditive en quelque sorte, et d'être plus pragmatique que par après. Parce qu'on a le sentiment, également, que nos citoyens n'ont pas compris vraiment, n'ont pas digéré en quelque sorte toute cette grande Europe, qui est venue d'un seul coup. Il y a maintenant encore la Bulgarie et la Roumanie. Il y a également les négociations qui ont commencé avec la Turquie, avec la Croatie maintenant, etc. Et les Européens, les citoyens, l'homme de la rue, disons, ne comprend pas, ne se situe pas dans cette démarche inclusive, si je peux m'exprimer ainsi. Et, je crois qu'on a eu tort d'aller trop vite et peut-être trop loin. Et qu'il faut laisser le temps, comme le disait le président Mitterrand, laisser au temps le temps, n'est-ce pas, de faire... Lorsque nous avons adopté notre stratégie d'élargissement, nous avons engagé des *task forces* pour chacun des pays, sous la présidence de monsieur van der Pas, et nous avons discuté, négocié avec chacun des pays. Évidemment ceux qui n'étaient pas retenus n'étaient pas très contents. Mais ils acceptaient les critères, parce que je les ai visités chacun individuellement, chacun des chefs d'État ou de gouvernement individuellement, ils comprenaient la démarche, etc., et l'acceptaient, pas comme des exclusions, mais au contraire pour une possibilité d'arriver plus rapidement par après à l'intégration vers l'Union européenne. Ça c'était..., je crois évidemment par après, ils étaient tout heureux d'être dans la première vague d'élargissement, parce qu'il n'y en avait pas d'autre qui était prévue à ce moment-là. Mais les négociations ont bien commencé, et ces pays que nous avons sélectionnés sur la base des critères objectifs, ils étaient très assidus. C'était également en quelque sorte des petits pays comme l'Estonie, etc., qui étaient bien motivés, qui travaillaient sur l'acquis communautaire, etc. Et ça avançait bien. Nous n'avions pas pu terminer évidemment les négociations, parce que notre Commission a terminé son mandat en 1999. Mais aujourd'hui, malgré tout, je suis content de ma perspective, que cela se soit passé sans difficultés. Peut-être pour faire comprendre aux citoyens, on aurait pu aller moins vite et faire une meilleure communication également vis-à-vis des citoyens, parce que ça a manqué peut-être également. Mais je dois dire, j'ai fait beaucoup confiance dans ces nouveaux États membres, nouveaux membres de l'Union européenne. Je dois dire qu'après le 1^{er} mai 2004, où ils sont entrés dans l'Union européenne, et un an après, ou deux ans après, il n'y a pas eu de bouleversement. Il y a évidemment des changements internes, il y a des gouvernements qui ont changé, etc., mais tout ça s'est quand même développé relativement bien, beaucoup mieux que moi j'avais

cru initialement. Il n'y a pas de changements exceptionnels, maintenant bien sûr il y a toujours des problèmes, maintenant le problème de la libre circulation, les problèmes du dumping social et tout ça. Mais ce sont des problèmes concrets, qu'il faut régler à ce moment-là. D'ailleurs, on a prévu de les régler, on a prévu des clauses de différenciation, ce qui est bien à mon sentiment. Mais pour le reste, je suis relativement satisfait. Maintenant, il faut quand même que les chefs d'État ou de gouvernement, à un moment donné, se mettent d'accord, à mon sentiment, sur – je dirais – sur l'identité européenne, qui suppose également, si on dit identité européenne, une certaine configuration géographique. Parce qu'on ne peut pas parler d'une identité européenne s'il n'y a pas une configuration géographique.

[Etienne Deschamps] Oui, l'identité... la question des frontières?

[Jacques Santer] C'est ça, tout cela se tient.

[Etienne Deschamps] Mais à ce moment-là, quel était votre état d'esprit? Est-ce que vous considérez que vous aviez à remplir un devoir presque moral historique de réconciliation, ou est-ce que, de façon plus pragmatique, l'un n'empêche pas l'autre, il s'agissait avant tout de l'intérêt même de l'Union européenne et des États candidats?

[Jacques Santer] Non, il s'agissait des deux, à mon sentiment. Il s'agissait – et je l'ai souvent dit – ce qu'on n'a pas réussi à faire comprendre à nos citoyens, et peut-être également à nous-mêmes, c'est que ce n'était pas seulement un élargissement géographique, mais c'était pour la première fois qu'on réussissait à assurer l'unification de notre continent dans la paix et dans la liberté. C'est sur cet aspect-là qu'il fallait se prononcer, et pas seulement sur les intérêts économiques, etc. Bien sûr, il y a des intérêts économiques qui sont toujours en jeu. On a toujours eu des problèmes, même avec l'Espagne, avec le Portugal, avec l'Irlande, et que sais-je... avec la Grèce, etc. Chaque élargissement a produit des problèmes. Également on a constitué toujours une valorisation d'une nouvelle potentialité. Mais d'un autre côté, ce qu'on n'a pas réussi à faire comprendre à nos gens, c'est cet aspect – je dirais – vous l'appellez «sentimental», mais – je dirais également – ce message historique qui était lié, parce que ces pays avaient un droit à accéder à l'Union européenne. D'ailleurs, si vous lisez certains écrits ou certains discours de Robert Schuman, à l'époque il voyait déjà l'Europe également au-delà, disons, du rideau de fer, par après, le rideau de fer à partir de 1953, donc là il y avait déjà l'idée de réunir notre continent. Ce qu'il a constitué, ce n'était pas une communauté économique, proprement dite. Même la CECA, c'était également un aspect proprement politique, qui était lié à sa dénomination. Et certains de nos États membres ont oublié cet aspect des choses. Et je crois que c'est ça qui a fait foirer en quelque sorte un peu les procédures de ratification dans certains de nos États membres sur le traité constitutionnel.

Un aspect encore que je voudrais soulever avec les négociations, ça c'était parce que nous devions tirer également les conclusions de la crise yougoslave, dans différents pays. Alors, nous avions à ce moment-là, un certain nombre de ces pays, comme la Croatie, comme la Slovaquie. La Slovaquie, c'est un cas à part. Mais également d'autres pays, qui avaient tout de suite vu des attentes pour devenir également membres de l'Union européenne. Et là, ma Commission – et je crois que ça a été également admis par après – a toujours dit «Non, il faut d'abord qu'il y ait: 1, une stabilisation à l'intérieur de vos pays, qui est encore loin d'être réalisée, et ensuite il faudrait également une coopération interrégionale à l'intérieur des pays du Balkan». Parce que vous ne pouvez pas admettre quelqu'un comme membre à part entière de l'Union européenne qui a uniquement des relations avec Bruxelles ou avec d'autres pays et à l'intérieur, par exemple entre la République *Serbska* et la Bosnie-Herzégovine, il n'y a pas... – maintenant, on commence à avoir des relations, c'est pourquoi il y a le pacte de stabilité, etc., on commence à avoir des relations entre les différentes régions. Et c'est ça qu'il faudrait... Maintenant, il y a encore le problème du Kosovo, etc., mais ça c'est des problèmes à part. Il faudrait insister toujours là-dessus: stabilité, coopération interrégionale et puis expectative.

[Etienne Deschamps] Un peu comme ce que les pays du groupe de Visegrád avaient déjà réalisé entre eux, avant d'être formellement candidats...

[Jacques Santer] Exactement, oui.